



GENRE, HOMOSEXUALITÉ ET DISCRIMINATIONS AUJOURD'HUI, quelles implications pour la prévention auprès des jeunes ?



Jean-Luc Romero,
président du Crips

« Les discriminations sont un des trois piliers d'actions du Crips. »

Jean-Luc Romero, président du Crips introduit cette rencontre par son discours : « Les discriminations sont un des trois piliers d'actions du Crips. Après la sérophobie, le Crips lancera très prochainement une campagne nationale autour de l'égalité des droits « Ça change tout pour moi, ça change quoi pour toi ? » De plus, pour la première fois, le Crips s'est associé aux manifestations en faveur du mariage pour tous.

Ces derniers mois ont été marqués par ce mouvement hétéroclite contre l'égalité des droits, qui au-delà des tentatives de récupération politique, n'a pas toujours été l'expression d'un débat démocratique, mais bien souvent l'expression d'une homophobie intériorisée désormais extériorisée.

Essayons de prendre de la hauteur : la question des LGBT a énormément évolué depuis la dépénalisation de l'homosexualité il y a 30 ans : le pacs, la pénalisation des propos homophobes, le mariage pour tous, la visibilité plus importante des LGBT, autant d'éléments qui ont permis d'avancer sur cette cause. Mais pour que l'acceptation soit totale, je dis bien acceptation et pas tolérance, il faut mêler plusieurs approches : plaidoyer pour les droits et l'égalité, et renforcement des volets préventifs, éducatifs et parfois aussi répressifs.

Les jeunes sont un de nos publics essentiels. Ils se construisent individuellement dans leur sexualité mais aussi dans leurs valeurs. C'est par définition avec eux que notre société évoluera et avancera vers un modèle de société plus juste, plus humain, sans jugement. »

Accueil documentaire

par téléphone :

01 56 80 33 10

du lundi au mercredi

de 9h30 à 12h30

et de 14h à 18h

et le vendredi

de 9h30 à 12h30

et de 14h à 17h

par courriel :

documentation@lecrips.net

Centre Régional de
Ressources d'Information
et de Prévention sur le
VIH/SIDA, les IST, les
hépatites, l'éducation
à la vie affective et
sexuelle, les drogues,
les dépendances et les
conduites à risque chez
les jeunes



Informier • Prévenir • Former



Crips Île-de-France

14, rue Maublanc

75015 Paris

T : 01 56 80 33 33

F : 01 56 80 33 00

info@lecrips.net

www.lecrips-idf.net



► **Nicolas Méthy**, sociologue à l'Institut de veille sanitaire (InVS)

Le chercheur **Nicolas Méthy** revient tout d'abord sur le contexte actuel, en commençant par la libéralisation de la sexualité dans les années 70 où l'homosexualité a commencé à être plus visible, puis de la dépathologisation vers la déclassification des maladies mentales en 1973.

D'autres avancées législatives ponctuent ce processus : la majorité sexuelle ramenée au même âge que pour les rapports hétérosexuels, la dépénalisation de l'homosexualité en 1982, pour arriver à la reconnaissance civile des couples de même sexe avec le pacs en 1999, puis à l'ouverture du mariage en 2013. Cette plus grande visibilité et acceptation sociale de l'homosexualité concordent pourtant avec un rejet plus marqué dans certains groupes sociaux : « Les hommes sont généralement plus réticents, on observe un graduant social avec une moindre acceptation. Il y a aussi une crispation autour de la filiation, quand cela concerne son propre enfant ou dans son cercle familial, mais aussi autour de l'adoption et de la procréation pour les couples homosexuels. »

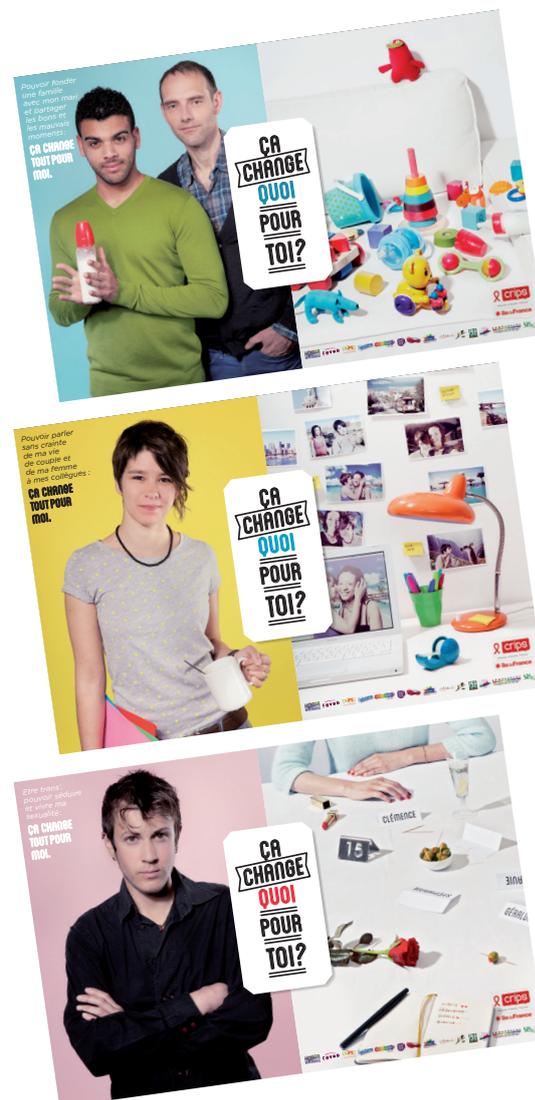
« 54% des Français pensaient que l'homosexualité était une manière comme une autre de vivre sa sexualité »

Nicolas Méthy rappelle l'imbrication de l'homosexualité et du sida, les premiers cas ayant été observés dans les années 80 chez les gays. L'incidence et la prévalence sont plus élevées que chez les hétéros, pouvant provoquer une double discrimination pour les gays séropositifs. Il présente ensuite l'amélioration de l'acceptation à travers plusieurs sondages de l'institut Ifop : en 1986, 54% des Français pensaient que l'homosexualité était une manière comme une autre de vivre sa sexualité. Le résultat est passé à 90% en 2012. Cela concorde avec l'enquête CSF (« Contexte de la sexualité en France ») de 2006 où deux tendances se dégagent : « La courbe de l'acceptation par les hommes est toujours en dessous de celle des femmes, de même que les jeunes considèrent davantage l'homosexualité comme une sexualité comme une autre. » Cela pose la question d'une double vulnérabilité des homo-bisexuels avec d'une part, le passage de l'adolescence à l'âge adulte (entrée en sexualité, départ du foyer familial parfois peu tolérant vis-à-vis de l'homosexualité, entrée dans la vie professionnelle, tout ça dans un contexte de crise économique). Cela conduit à la recherche d'environnements sociaux plus tolérants et à de nouveaux modèles de sociabilité, dans un contexte épidémiologique défavorable, avec des enjeux de prévention spécifique aux jeunes homos en raison de la prévalence du VIH dans la communauté gay.

Nicolas Méthy présente aussi des données sur l'acceptation par l'entourage quand l'homosexualité est connue et acceptée par le père et par la mère. Ces données sont recueillies à travers les Enquêtes Presse Gay, mises en place dès 1985. L'acceptation

connaît une hausse dans les années 90 mais la courbe montre une plus grande acceptation chez la mère. Une progression est visible aussi chez les amis hétérosexuels même si on part de plus haut. Les tendances sont identiques pour les trois indicateurs, avec une forte hausse dans les années 90, puis une plus limitée dans les années 2000.

Nicolas Méthy termine son intervention par plusieurs interrogations : Y'a-t-il un effet de désirabilité sociale, où les personnes répondent ce qui est attendu, puisque dire que l'on n'accepte pas l'homosexualité est mal perçu ? Doit-on parler de tolérance ou d'acceptation ? « Il serait intéressant d'interroger la notion d'acceptabilité, et des difficultés quand l'homosexualité concerne son entourage ou son enfant. »





► **Gabriel Girard**, sociologue

Mon intervention consiste à examiner la revendication de l'égalité des droits dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de sida et de discuter le lien entre reconnaissance sociale de l'homosexualité et prévention, ce qui n'a rien d'une évidence à priori» explique le **sociologue Gabriel Girard**. Il note, à l'instar de Nicolas Méthy, l'amélioration de l'acceptation des homosexuels, mais dans le même temps, une augmentation des comportements à risques depuis la fin des années 90. « Les contaminations chez les gays restent élevées de manière disproportionnée. Alors que faire de ce paradoxe entre une amélioration globale de l'acceptation sociale de l'homosexualité et un maintien des contaminations encore très élevé ? Comment penser l'évolution des normes de prévention du sida à l'heure du mariage pour tous ? »

Il rappelle que la lutte pour les droits humains est partie prenante de la lutte contre le sida depuis le début de l'épidémie : « Ça a d'abord été une évidence pour les communautés les plus touchées car la stigmatisation et les inégalités sociales sont le terreau de l'épidémie. L'homophobie sociétale et culturelle a été un facteur aggravant. »

« L'homophobie
sociétale et culturelle a été
un facteur aggravant. »

Gabriel Girard explique que cette discrimination a freiné la mise en œuvre de campagnes ciblées qui prennent en compte les réalités sociales des personnes homosexuelles. À cela s'ajoute la honte et la réprobation sociale qui apparaissent comme des facteurs de risques. « Au niveau légal, l'absence de reconnaissance des couples de même sexe a créé des situations terribles au moment du décès d'un des partenaires. L'homophobie s'est aussi manifestée au niveau de la prise en charge des personnes séropositives en matière de soins, et c'est l'exclusion qui a finalement motivé la création des premières associations de lutte contre le sida. »

« L'aboutissement par la création
du pacte civil de solidarité,
le pacs, en 1999. »

C'est à partir de ces exemples qu'apparaît la revendication d'un partenariat ouvert aux couples de même sexe, soutenue par les associations de lutte contre le sida. Gabriel Girard revient donc sur l'aboutissement par la création du pacte civil de solidarité, le pacs, en 1999. « Dès ce vote, la logique compassionnelle qui avait présidé à l'écriture du pacs avait cédé la place à une nouvelle revendication : l'égalité des droits. Le pacs a été utile, notamment pour les couples hétérosexuels. Mais il est apparu pour les militants comme un sous mariage, une preuve que l'homosexualité n'était pas encore reconnue égale de l'hétérosexualité. »

Gabriel Girard poursuit sur la mobilisation des années 2000 pour l'égalité des droits et sur le fait que l'enjeu du sida a été relégué au second plan durant cette période. « L'idée n'est pas d'associer systématiquement homosexualité et sida, mais de prendre en compte que le VIH fait partie du quotidien d'un nombre non négligeable de gays et de trans'. »

Le sociologue refait le lien avec sa question de départ, puisque l'acceptation sociale de l'homosexualité n'a paradoxalement pas entraîné une baisse des contaminations : « Doit-on blâmer les individus ? Ou dissocier égalité et enjeux sanitaires ? Pour penser une question sanitaire, on prend en compte l'articula-

Une intervenante du Crips aborde le lien entre homophobie et sexisme :

« Faire reculer l'un, ne passerait pas par le recul de l'autre? » questionne-t-elle. « Il y a en effet un lien fort entre sexisme et homophobie, approuve Gabriel Girard. J'imagine mal comment on peut intervenir sur l'homophobie sans prendre en compte la manière dont on se construit comme homme, comme femme. Le lien est évident. » France Lert de l'Inserm intervient à son tour : « Avez-vous commencé à observer le lien entre acceptation de l'homosexualité de l'individu et son mode de sexualité ? Des études ont déjà montré que les formes de sexualité avaient déjà évolué au fil du temps. Comment en sont-ils affectés avec le changement de contexte ? »

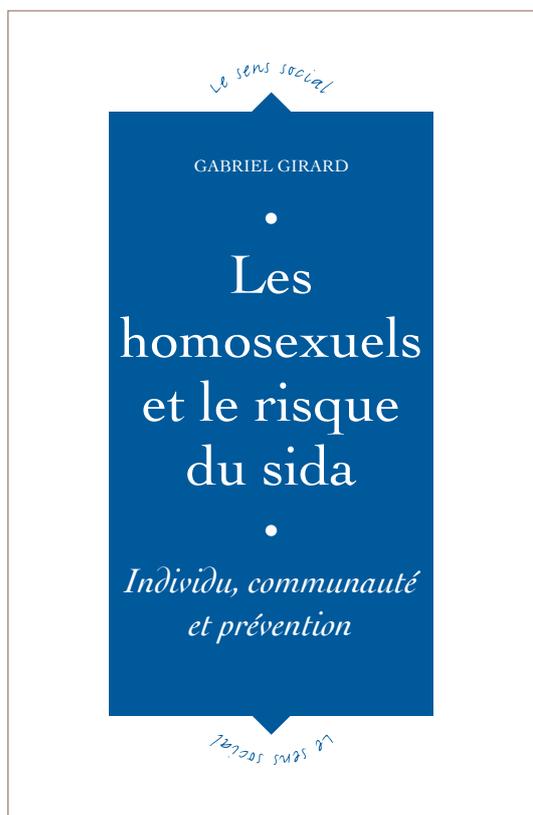
Nicolas Méthy : « Des travaux sont prévus pour voir l'évolution des pratiques et on pourra le mettre en lien avec l'évolution du sentiment d'acceptation. Annie Velter de l'Institut de veille sanitaire ajoute une précision : « Pour 2004 et 2011, on avait regardé ce qui s'est passé pour les hommes pacsés. On a vu que c'était des hommes qui ont une affirmation forte de leur orientation sexuelle, qui sont plutôt dans des couples mono-partenaires et qui déclarent peu de risques. Nous verrons les résultats des prochaines enquêtes, mais on constate déjà une différence entre les hommes pacsés et les hommes en couple, qui ont une vision des comportements préventifs différentielle. »

tion des déterminants sociaux de la santé, le facteur structurel, donc le contexte légal, les discriminations, l'imbrication des rapports de domination, les inégalités pour l'accès au dépistage et aux soins. On peut aussi analyser les facteurs communautaires, la structuration du groupe, les disparités sociales, les mécanismes d'exclusion intra-communautaires, l'organisation des réseaux de sociabilité et de solidarité, et enfin la prévalence et l'incidence de l'épidémie. On peut aussi s'intéresser à la perception du risque, la question de l'isolement, la question du désir, du plaisir, du nombre de partenaires. »

Gabriel Girard met aussi en garde : « Il ne faut pas considérer que les communautés sont des groupes homogènes, les individus sont inscrits dans des rapports sociaux de genre, de race, de classe. Le fait d'appartenir à un groupe ne gomme pas les différences sociologiques. Et la perception de soi et de son

bien-être est aussi très conditionnée par l'acceptation sociale. » Il conclut avec quelques pistes de réflexion : « On peut avoir une vision un peu mécanique entre reconnaissance sociale et prévention du sida. **Le mariage banalise l'homosexualité mais il faut rester vigilant sur le fait que cette institutionnalisation des relations ne ferme pas les possibilités d'intervention préventive en donnant l'illusion d'une protection parce qu'on est unis par les liens du mariage.** »

« Il ne faut pas considérer que les communautés sont des groupes homogènes, les individus sont inscrits dans des rapports sociaux de genre, de race, de classe. Le fait d'appartenir à un groupe ne gomme pas les différences sociologiques. »



« Baiser sans capote, ça vous fait jouir ? » En ce mois de juin 1999, le slogan de l'association Act Up-Paris interpelle les homosexuels au sujet de leurs pratiques de prévention du sida. Au cours des mois précédents, les données épidémiologiques et les constats associatifs se conjuguent pour sonner l'alerte : les pratiques sans préservatif sont en recrudescence dans la communauté homosexuelle. Et pour certains gais la prise de risque est revendiquée, un nouveau phénomène nommé *bareback*. Mais pourquoi des hommes très informés prennent-ils le risque de s'infecter ou de transmettre le VIH ? Et comment, dès lors, renouveler les discours et les actions de prévention ? Loin d'appeler des réponses apaisées, ces questions vont diviser profondément et durablement le monde de la lutte contre le VIH/sida.

L'étude de ces controverses est au cœur du présent ouvrage. Il s'agit d'apporter un éclairage historique et sociologique sur la fabrication des discours de prévention, et sur la manière dont les acteurs de ces débats ont pensé les situations de risque. Au-delà des controverses publiques, l'analyse des expériences ordinaires de la prévention permet d'envisager comment se façonne la perception du risque VIH parmi les hommes gais. On verra alors dans quelle mesure les accords et les désaccords au sujet de la prévention traduisent des conceptions différentes des relations sociales entre homosexuels. Au fil de l'ouvrage, l'auteur apporte un éclairage original sur les enjeux contemporains de la santé publique.

Gabriel GIRARD est sociologue, diplômé de l'EHESS (Paris). Ses travaux actuels portent sur les enjeux de la biomédicalisation de la prévention du sida chez les gais, en France et au Québec. Il a co-dirigé avec Fanny Chabrol l'ouvrage collectif *VIH-sida. Se confronter au terrain. Expériences et postures de recherche* en 2010.

PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES



► Marion Roux, animatrice de prévention au Crips Île-de-France

Marion Roux travaille au Crips en tant qu'animatrice de prévention sur la question de la vie affective et de la sexualité, de la prévention du VIH et des usages de drogues. Elle intervient auprès des 15-18 ans dans le cadre d'une charte fixée par le Crips : « Il ne s'agit pas de donner des cours, mais d'animer des débats avec pour objectif de donner des outils aux élèves en termes de connaissances et de compétences pour faire des choix favorables à leur santé. Suivant l'ambiance, la nature des échanges peut changer. »

Marion Roux fait part de la difficulté d'évoquer des situations précises où des propos sexistes ou homophobes ont été tenus lors de ses interventions : « Ma posture implique de dépasser le stade de la sidération, tout en se laissant convoquer dans son être et dans sa pensée pour pouvoir réagir au mieux. Si mon positionnement professionnel implique du recul, il implique aussi que je sois dans une posture vivante, ouverte, empathique, créative. Chaque situation devient de cette façon exceptionnelle. »

L'animatrice rappelle aussi que des propos sexistes ou homophobes venant d'adolescents ne rendent pas forcément compte de convictions profondes. « Il faut faire attention à ne pas rendre les choses plus figées en eux qu'elles ne le sont réellement. Ils peuvent relayer ce discours parce qu'ils l'ont entendu, parce que c'est la norme auquel ils se réfèrent. Certains tiennent ces discours par goût ou par besoin de transgresser des valeurs de tolérance, voire la loi. D'autres vont chercher à se rassurer d'être du "bon côté", celui de la majorité sexuelle. Enfin, assez fréquemment, certains utilisent cette prise de parole pour dire le contraire, un peu comme une occasion d'écouter d'autres arguments. J'ai souvent moins d'inquiétude quant à ceux qui s'expriment, que ceux qui ne le font pas pour ne pas prendre le risque d'être contredits. »

« J'entends pas mal de propos autour de l'idée que l'homosexualité est sale, contre-nature (...) »

Dans un second temps, Marion Roux fait part de quelques témoignages : « J'entends pas mal de propos autour de l'idée que l'homosexualité est sale, contre-nature, que les homosexuels, même si on n'a rien contre eux, on ne veut pas les voir. Globalement, les lesbiennes font moins l'objet de discriminations. Les propos sexistes sont plus présents, et infiltrent les pensées de manière plus large et insidieuse, davantage partagés par les deux sexes et les différentes catégories sociales. » L'animatrice dit avoir souvent recours à l'imaginaire à travers la création d'histoires ou de jeux de rôles, permettant de pouvoir prendre la parole plus librement et d'éviter l'affrontement : « Il s'agit de faire émerger les idées, les contradictions, même si parfois les positions sont crispées. Je ne vois pas les lignes bouger explicitement parce que les choses peuvent prendre du temps pour

mûrir. Il n'y a pas de recettes miracles en matière de lutte contre les discriminations. À mon avis, la réussite se situe en amont. »

Une responsable de vie scolaire déplore l'absence de clefs pour faire face à un problème dans son école. « Je ne vois pas comment intervenir dans une classe sans montrer quel élève est concerné. » Marion Roux : « **Quitte à faire des erreurs, même si on manque de moyens, même s'il n'y a pas d'infirmière, pourquoi ne pas tenter le coup ? Le dialogue aussi peut faire avancer les choses.** »

Un psychologue scolaire parle du dispositif des EMS (équipe mobile de sécurité), qui peuvent intervenir dans des situations de harcèlement.

« Doit-on forcément passer par le médical ? questionne Christophe Martet. Il s'agit d'une question de citoyenneté, et on peut par exemple s'appuyer sur des débats comme celui de l'égalité des droits. » Lucile Bluzat de l'Inpes mentionne aussi l'existence de l'outil « Jeune et homo sous le regard des autres », qui est une série de courts métrages avec un livret pédagogique. « Ça peut aider à ouvrir le débat, sans pour autant pointer la situation d'un élève. » Le débat se poursuit autour du rôle de l'infirmière, pour finalement arriver à l'idée que ces questions doivent être abordées par l'ensemble de l'équipe pédagogique : « L'infirmière a un rôle privilégié dans l'établissement, mais elle doit aussi pouvoir travailler avec les autres membres de l'établissement pour que chacun à son niveau puisse intervenir et ne se l'interdise pas. »





► **Christine Castelain Meunier**, sociologue

La sociologue **Christine Castelain Meunier** aborde la question des « métamorphoses » du masculin : « Aujourd'hui on remarque à quel point les filles continuent à se soucier du sentiment, sachant que dans le même temps les femmes peuvent s'autonomiser, dans la foulée du féminisme, du désir masculin pour se pencher sur leurs propres désirs d'une part, et d'autre part, elles peuvent découpler à leur tour, désir et jouissance, là où ceci semblait réservé au masculin. Par ailleurs, l'éducation des petits garçons, constitue aujourd'hui un problème récurrent sur lequel nous travaillons, alors même qu'une génération avant, c'était l'éducation des petites filles qui posait problème.

« L'éducation des petits garçons, constitue aujourd'hui un problème récurrent sur lequel nous travaillons (...) »

Or aujourd'hui, les modèles d'affirmation du masculin questionnent et suscitent de nombreux débats qui interfèrent sur la conception de l'éducation des garçons, sur l'équilibre de leur personnalité, leurs relations intimes et sexuelles. » Christine Castelain Meunier explique que la société contemporaine se caractérise par la sortie du patriarcat rural et industriel, ainsi qu'un ensemble de facteurs qui ouvrent, libèrent et accompagnent favorablement l'éducation sexuelle, mais qui peuvent aussi générer un sentiment de perte de repères et une attente de réassurance immédiate par le biais de la sexualité, pouvant faire écran à l'éducation à la sexualité tout en lui conférant dans le même temps, toute son importance.

« Mais les modèles patriarcaux perdurent, insiste-t-elle. Des tensions et des contradictions entre les modèles, les manières d'être au féminin, au masculin, par référence aux différences ou au contraire, à l'ablation des différences. Il en résulte des hommes en changement, mais aussi des hommes défensifs, voire offensifs et très opposés aux changements et nostalgiques du pouvoir masculin qui peut être perçu comme étant « déchu » de son piédestal. En ce qui concerne la paternité, on assiste au passage de la paternité institutionnelle à la paternité relationnelle, qui donne tout son sens aux liens qui se développent entre les hommes, les femmes et les enfants. Dynamique qui peut se révéler favorable à l'implication des jeunes dans l'éducation sexuelle, d'autant que le masculin peut chercher à s'autonomiser du monopole de la contraception et de la décision d'enfanter par les femmes. »

Christine Castelain Meunier revient sur la mobilité des identités : « C'est la construction de la subjectivité avec la possibilité de chercher, de se référer, de choisir des nouveaux repères pour s'affirmer. C'est la possibilité de « choisir » son milieu, sa culture, son look, sa sexualité, le moment et le moyen d'avoir

ou pas des enfants, son travail, son, sa ou ses partenaires, ses loisirs. Car ces transformations génèrent des angoisses existentielles et il faut inventer les moyens de les surmonter. » La sociologue mentionne une étude menée à partir de témoignages chez les hommes entre 18 et 30 ans : « La norme est omniprésente, c'est une référence. Il s'agit d'être comme les autres. C'est la taille du pénis ou sa forme, c'est la peur d'être trop rapide. Etre comme les autres, c'est avoir une bonne sexualité. Quand ce n'est pas le cas, l'inquiétude gagne.»

C'est aussi l'importance de créer du lien avec la partenaire qui transparait : « Le souci de la qualité de la relation à l'autre s'exprime ici de manière majeure, ainsi que celle de la relation de l'autre, à l'égard de soi-même. Ceci constitue un nouveau contexte dans lequel se situent les rapports entre les jeunes hommes et les jeunes femmes, avec la femme qui n'est pas présentée comme assujettie aux désirs de l'homme et qui n'est pas désignée de manière péjorative si elle ne l'est pas.

On cherche à comprendre et à trouver les moyens pour la persuader, ce qui signifie qu'on n'a pas recours à la contrainte. On sort aussi des discours où les hommes se mettent en scène à travers leurs exploits sexuels, ce à quoi nous nous attendions lors de la lecture des mails. C'est du couple dont il s'agit, dans ses ajustements et ses décalages. Mais ce qui nous frappe, c'est que l'homme se préoccupe des réactions, des attentes de la partenaire. La figure du macho qui soumet sans vergogne la femme à ses propres désirs, car sans souci de réciprocité et de prise en considération de la femme, n'est pas présente dans ces mails. Alors même que la référence à la culture X, qui constitue la toile de fond, faisait craindre le pire. »





► Louis-Georges Tin, président du Cran

Ancien président du comité Idaho, engagé pour la dépénalisation universelle de l'homosexualité, président du Cran, **Louis-Georges Tin** salue le Crips qui a dès sa création fait le lien entre lutte contre le sida et lutte contre les discriminations : « Ce n'était pas si évident pour tout le monde. Quand je suis arrivé à Paris en 1991, étant noir et homosexuel, j'étais par conséquent très concerné par la maladie. Mais j'étais frappé de voir que les campagnes de prévention contre le sida ne présentaient que des couples blancs et hétérosexuels. Ce n'est pas un problème en soit, mais pourquoi les personnes les plus touchées par l'épidémie étaient les moins visibles ? C'est un paradoxe que j'ai soulevé devant un représentant du ministère de la Santé. Surpris il s'est justifié en me disant « Nous sommes universalistes ». Je lui ai dit « Bravo, le virus aussi ! »

Mais justement les personnes les plus concernées se sentent les moins concernées. Les choses ont avancé, les associations et les organismes comme le Crips ont compris la nécessité d'une approche communautaire et de l'approche généraliste, puisque les deux sont complémentaires. L'universalisme à la française a tué des milliers de gens. C'est une leçon importante, pas qu'un débat philosophique. Cette manière qui se voulait universaliste, était en fait excluante et finalement une discrimination à l'égard des Noirs et des homosexuels. On ne savait pas comment en parler, on ne voulait pas les stigmatiser mais on ne voulait pas travailler avec eux. Cette réaction était la trace d'un racisme et d'une homophobie persistants.

C'est un peu la même chose qui s'est produite en Afrique, mais à front renversé. On a vu pendant longtemps et encore aujourd'hui des responsables politiques qui refusaient de mettre en place des campagnes contre le sida, parce qu'ils disaient que cette maladie était une maladie d'homosexuels, hors il n'y en a pas en Afrique. Ces discours homophobes et racistes à certains égards, ont coûté aussi des vies, il faudrait chiffrer et étudier cela. Ces deux approches symétriques ont contribué à la plus grande épidémie de l'histoire.

Les discriminations tuent, ici de manière exponentielle. Ce n'est donc pas une vue de l'esprit que de faire un lien entre les discriminations et le sida. L'homophobie renforce le sida, de même que le racisme. Et le sida renforce la pauvreté. Ainsi les discriminations renforcent la pauvreté. Je pense qu'il faudrait penser les choses en ces termes là, en

chiffres. Quand on parle de droits humains, certains ne sont pas très intéressés. Quand on parle de santé publique, un peu plus. Mais les gens ouvrent les oreilles quand on parle d'argent. Il est salutaire d'avoir compris le lien entre les discriminations, la santé publique et l'économie pour avoir une appréhension plus globale de ces questions souvent traitées avec un peu de malaise, voire de dédain. **Il faut anticiper, on ne peut pas attendre que les préjugés soient enracinés pour dire aux gens que ce qu'ils ont appris était faux. Ce n'est pas seulement philosophique, c'est vital.** »



« Les campagnes de prévention contre le sida ne présentaient que des couples blancs et hétérosexuels. Ce n'est pas un problème en soit, mais pourquoi les personnes les plus touchées par l'épidémie étaient les moins visibles ? »